

## LE COUT DES ENERGIES RENOUVELABLES

Claude Crampes et Thomas-Olivier Léautier, Ecole d'Economie de Toulouse

25/10/2012

### TRIBUNE - Pour Claude Crampes et Thomas-Olivier Léautier, ce coût se fait au détriment de la conversion au gaz naturel des centrales au charbon.

Alors que la société E.ON France a annoncé la fermeture de ses cinq centrales électriques au charbon, une jeune société, Sparkling, propose de prolonger l'activité de quatre d'entre elles après y avoir investi 365 millions d'euros. Les divergences d'appréciation entre E.ON et Sparkling sur la rentabilité de ces centrales et sur la possibilité d'y maintenir l'emploi ont conduit le ministre du redressement productif à mandater un expert, chargé d'évaluer l'offre de reprise. Quelle que soit la conclusion de l'expert, cette situation met en évidence l'un des effets de notre politique de soutien aux énergies renouvelables.

Comme l'électricité ne se stocke pas à grande échelle et comme nous souhaitons en consommer des volumes cycliques et aléatoires selon les dates, lieux et états de la nature, une combinaison de technologies de base (fort coût fixe, faible coût variable) qui produisent tout au long de l'année, et de technologies de pointe (faible coût fixe, fort coût variable) qui ne produisent que quelques centaines, voire quelques dizaines d'heures par an, est nécessaire pour satisfaire la demande. Y a-t-il une place pour les centrales thermiques à flamme (charbon, gaz naturel, fioul) dans cet assemblage ?

La réponse est clairement oui pour les centrales au gaz naturel. En effet, grâce à une grande flexibilité, elles permettent, au côté de l'hydraulique, de répondre aux demandes de pointe et de remplacer les énergies intermittentes quand le vent ou le soleil font défaut, tout en émettant peu de gaz à effet de serre. L'augmentation à marche forcée de la part des énergies intermittentes dans notre parc électrique augmente la valeur de cette flexibilité. Deuxième raison, la découverte de gisements importants de gaz de schiste exerce une pression à la baisse sur le prix de gros du gaz naturel. Les coûts baissent, la valeur augmente. Pourquoi alors ne pas convertir au gaz naturel les centrales au charbon de E.ON France ? Le paradoxe est que les centrales au gaz européennes rencontrent des difficultés financières, dues en partie à la stagnation de la demande en temps de crise, mais surtout à notre politique de soutien aux énergies renouvelables.

En France et dans plusieurs autres pays de l'UE, les opérateurs de marché sont obligés d'acheter la production d'origine renouvelable à un tarif très avantageux fixé par le gouvernement. Ainsi, lorsque le soleil brille ou le vent souffle, une part sans cesse croissante de notre électricité est produite à un coût marginal proche de zéro et payée à un prix disproportionné. Le système est si profitable que les objectifs quantitatifs fixés pour 2020 sont déjà atteints.

Mais derrière ce succès se cachent les coûts. Le coût marginal de production et les émissions de CO<sub>2</sub> sont certes très faibles, mais les coûts d'installation et donc le montant des

subventions à consentir sont très élevés. Chaque année, 2.5 milliards d'euros sont payés par le consommateur français d'électricité pour soutenir les énergies renouvelables. De plus, comme les prix sur les marchés de gros sont tirés vers le bas quand produisent le soleil et le vent, les prix moyens sur l'année ne permettent pas de couvrir les coûts d'exploitation de certaines centrales au gaz, (c'est déjà le cas en Belgique) et donc encore moins de financer la mise en conformité environnementale d'une centrale au charbon ou sa conversion au gaz.

Dans ce contexte, il est difficile d'imaginer qu'on puisse exploiter ou convertir avec profit les centrales d'E.ON France sans une solide subvention de l'Etat, lequel est notoirement impécunieux. Nous allons donc encore assister à un mauvais feuilleton, au dénouement malheureusement prévisible.

Il serait préférable de profiter du débat sur la transition énergétique pour mettre en œuvre un mécanisme efficace de soutien aux renouvelables, à savoir un prix élevé du carbone, qui valorise leur contribution à la lutte contre le réchauffement climatique, accompagné d'une subvention à la R&D pour aider au développement d'une filière européenne.